

2^e ROUND DU DIALOGUE INTERMALIEN**Une phase difficile et longue**

Dans quel état d'esprit sont depuis hier, à Alger, les partenaires du dialogue inclusif intermalien qui vient d'entamer son second round ? Une phase cruciale longuement préparée y compris par les groupes armés qui y sont venus en ordre groupé.

Si l'on s'en tient aux déclarations publiques de l'une et l'autre des deux parties depuis quarante-huit heures — gouvernement malien et groupes politico-militaires — l'on serait tenté de penser que l'optimisme est de mise. Si l'on se réfère à la volonté clairement affichée par la partie algérienne, médiateur chef de file dans ce processus, de faire aboutir cette phase l'on pourra alors se dire que même difficile, ce deuxième round a toutes les chances d'aboutir.

Toutefois et chacune des parties en présence le sait, il s'agit cette fois-ci de négociations sur le fond, très dures, de points extrêmement sensibles qui engagent les uns et les autres sur le devenir du Mali et conséquemment de toute la région. Ce sera d'autant plus dur, que le report qu'a subi ce deuxième round prévu d'abord pour le mois d'août a permis aux groupes armés de s'entendre sur un minimum de revendications à faire peser sur cette rencontre d'Alger.

Après la première phase de pourparlers d'Alger — du 17 au 24 juillet dernier qui s'est soldée par une feuille de route pour les négociations à venir, aujourd'hui les protagonistes sont à Alger pour poursuivre le dialogue et entamer la concrétisation de cette feuille de route. L'objectif ultime étant naturellement d'arriver à la paix durable dans le pays.

La présence à Alger pour cette deuxième phase de nombre de représentants d'organismes tels que la Cedeao, l'Union africaine, l'ONU, l'Union européenne donne bien sûr beaucoup de crédit et de poids à ces pour-

parlers. Précédant l'ouverture des travaux de lundi, une rencontre d'évaluation du premier round de ces pourparlers tenue avec les représentants de l'ONU, l'UA et de la Cedeao a conclu, selon Ramtane Lamamra, que «ce processus a été mené dans le bon sens et ses résultats ont trouvé un écho favorable tant au Mali que sur la scène internationale». Il est vrai qu'en faisant asseoir autant de groupes avec les autorités maliennes et en s'engageant sur la cessation des hostilités et sur une feuille de route pour la poursuite des rencontres cela a quelque peu stimulé encore la volonté d'aboutir. Nous ne sommes manifestement pas encore là. Les groupes, partie prenante de ces négociations (le Mouvement arabe de l'Azawad MAA, la Coordination des mouvements et Fronts patriotiques de résistance CM-FPR, la Coordination pour le peuple de l'Azawad CPA ; le Mouvement national de libération de l'Azawad MNLA, le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad HCUA et le Mouvement arabe dissident de l'Azawad) ont tous ou en partie demandé au chef de file des négociations, le report de cette rencontre initialement prévue en août. Ce report devait permettre aux groupes parties des négociations de se concerter dans l'intervalle et mieux encore de se préparer à ce deuxième round. Ce fut fait du 25 au 28 août dernier à Ouagadougou où six groupes ont tenté d'harmoniser les points de vue «pour parler d'une même voix» à Alger. Un accord a été obtenu «à l'arraché» dit-on, mais obtenu quand même.



Photo : NewPress

L'optimisme est de mise.

Le document signé au cours de la rencontre de Ouaga scelle l'apparente unité de la plupart des mouvements armés du nord du Mali, à l'exception des mouvements djihadistes.

Outre leur détermination à parler d'une même voix face au gouvernement malien, l'accord déclarerait la légitimité de la lutte que mène le nord du Mali (nommé Azawad) et la nécessité de mettre sur la table le «statut spécifique conforme aux réalités géographiques, économiques, sécuritaires, sociales et culturelles». C'est ce statut qui va sans doute constituer l'axe central de cette phase de négociations. Avec l'accord obtenu entre les groupes du Nord, les autorités maliennes se disent malgré tout ouvertes à toutes les questions. Alger le dit aussi, pour peu que

l'intégrité territoriale du Mali ne soit pas touchée. Comment faire et quel statut vont revendiquer les groupes en présence et se contenteront-ils d'une décentralisation un peu plus importante que celle envisagée jusque-là par Bamako et avec quels pouvoirs et jusqu'où ? L'on se trouve manifestement dans une phase très cruciale des négociations. Les volontés affichées de part et d'autre suffiront-elles pour réussir ce round 2 d'Alger ? Tous les participants l'espèrent en tout cas et l'Algérie autant sinon plus que les autres. La feuille de route prévoit 8 semaines à ce deuxième round mais eu égard aux problèmes de fond qui vont être examinés, il va certainement prendre beaucoup plus de temps.

Khedidja Baba-Ahmed

ABDELKADER BENSALAH TIRE LA SONNETTE D'ALARME :**«Il faut prendre des mesures répressives contre la violence»**

Le président du Sénat, Abdelkader Bensalah, tire la sonnette d'alarme : «Le phénomène de la violence dans notre société prend des proportions vraiment inquiétantes.» Le très austère Bensalah n'est pourtant pas du genre à se laisser distraire par des tentations émotionnelles ou de conjoncture. C'est que le phénomène est réellement ancré dans les mœurs, ces dernières années.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Hier mardi, à l'occasion de la traditionnelle cérémonie d'ouverture de la session d'automne du Parlement, Bensalah consacrait son discours à énumérer, de manière monotone, les divers projets de lois inscrits à l'ordre du jour avant de bifurquer : «Mesdames, messieurs, je ne peux clore mon propos avant d'évoquer un sujet qui s'impose.

C'est ce phénomène de la violence qui gagne en ampleur et prend des formes multiples à travers toutes les régions du pays, ces derniers temps. Au point de toucher les quartiers de nos villes

et nos stades en particulier.» Le président du Conseil de la nation dit là, tout haut ce que tout le monde pense tout bas. «Il s'agit là d'un phénomène vraiment inquiétant et que nous ne pouvons plus ignorer. Ni ignorer les menaces qu'il fait courir sur la cohésion même de notre société.»

Faisant allusion au dramatique décès du joueur de la JS Kabylie, Albert Ebossé, survenu samedi 23 août dernier au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi Ouzou, Bensalah dira également que «ce phénomène a même dépassé nos frontières et donne malheureusement une mauvaise image de



Bensalah dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas.

notre pays et déforme celle de notre peuple et risque de porter atteinte à notre cohésion sociale».

Ceci dit, le propos du deuxième personnage de l'Etat traite de la violence urbaine qui infeste la société algérienne d'une manière générale. «Si nous regrettons que la violence ait atteint de telles pro-

portions, nous en appelons à une mobilisation générale de l'ensemble des composantes de notre société afin de la combattre. De même que nous exhortons toutes les parties concernées de prendre les mesures répressives nécessaires contre tous ceux qui sont à l'origine de cette violence

ou qui en sont les auteurs directs.»

Il n'y a pas meilleur remède contre ce phénomène, effectivement, que des mesures répressives et sans concession. Car, «en face», la cause est déjà entendue.

Ce ne sont certainement pas les beaux discours de sensibilisation qui pourraient avoir raison de tous ces nouveaux phénomènes qui ravagent la société algérienne : la drogue, les rapt, les agressions multiples, l'incivisme ambiant, etc.

En quelque sorte, c'est ce que dénonce également le président de l'Assemblée populaire nationale, Larbi Ould Khelifa, dans son discours prononcé la matinée.

Le président de l'APN avait en effet insisté, lui, sur la persistance de la menace terroriste à nos frontières du Sud, notamment.

K. A.

IL TIENT SON UNIVERSITÉ D'ÉTÉ À BÉJAÏA**Le FFS s'intéresse aux réseaux sociaux**

Le Front des forces socialistes (FFS) fait sa rentrée politique. Il tient son université d'été dès aujourd'hui et pour trois jours, au camp de toile Anissa-Tour de Souk-El-Tenine à Béjaïa. Le rendez-vous ne colle pas foncièrement à l'actualité politique nationale ambiante.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le parti, qui a opéré durant l'été le changement cyclique au niveau de son premier secrétaire, remplaçant Ahmed Batatache par Mohamed Nebbou, a choisi de débattre de

questions liées à la communication partisane et les stratégies qui la sous-tendent.

La thématique retenue pour cette université d'été, «la révolution numérique, éthique politique et développement du parti», en donne d'ailleurs l'illustration.

Quatre conférences sont au programme de cette université d'été, dont trois se rapportent aux médias et aux réseaux sociaux. «Réseaux sociaux et mobilisation dans le monde arabe», «appréhender la manipulation sur les médias et les réseaux sociaux» et «la communication politique sur les réseaux sociaux» sont les génériques des conférences au programme de ce rendez-vous

politique du FFS. Une autre conférence intitulée «consensus national et contexte international» sera animée par Salima Ghezali qui fut, par le passé, dans le cabinet noir de l'ex-président du parti, Hocine Aït Ahmed.

Le FFS a choisi, on le voit, une thématique quelque peu libérée des contingences politiques immédiates. En se rendant à un tel choix, le parti s'exonère d'avis et de commentaires sur la rentrée politique et sur le rendement d'un gouvernement composé dans l'urgence après la reconduction de Bouteflika.

Un gouvernement qui vient de persister dans sa politique dépensière en votant à tra-

vers le projet de LFC une autre enveloppe conséquente pour le quinquennat 2014-2019.

Depuis le retrait d'Aït Ahmed de la gestion officielle du parti, le FFS est devenu moins tranchant dans ses positions politiques, se retenant autant que faire se peut d'engager des polémiques avec le gouvernement.

Les médias avaient d'ailleurs pendant de longs mois spéculé sur un «deal» entre le parti et le pouvoir autour de l'entrée du FFS au gouvernement. Cependant, le prétendu «deal» ne s'est pas concrétisé après deux gouvernements Sellal.

S. A. I.